

Janvier 2023

## Position sur la nouvelle stratégie de l'UE pour les forêts pour 2030

Les syndicats de la Fédération européenne des travailleurs du bâtiment et du bois (FETBB), de la Fédération européenne de l'alimentation, de l'agriculture et du tourisme (EFFAT) et d'industriAll European Trade Union représentent les intérêts des travailleurs de l'industrie forestière et du bois, c'est-à-dire les travailleurs des secteurs forestier, des scieries, de transformation du bois et de la pâte et du papier.

En juillet 2021, la Commission européenne a adopté une communication sur la nouvelle stratégie de l'UE pour les forêts pour 2030<sup>1</sup>. Rédigée au début des crises dans les domaines du climat et de la biodiversité qui surviennent à un rythme de plus en plus rapide, elle définit le cadre d'action afin de garantir la croissance, la santé, la diversification et la résilience des forêts de l'UE, de sorte qu'elles contribuent de manière significative aux objectifs en matière de biodiversité, garantissant des moyens de subsistance dans les zones rurales et au-delà, et soutiennent une bioéconomie forestière durable qui repose sur les pratiques de gestion forestière les plus durables.

La communication indique que « *compte tenu des exigences croissantes et parfois contradictoires qui pèsent sur les forêts, nous devons également veiller à ce que la quantité de bois que nous utilisons reste dans les limites de durabilité et soit utilisée de manière optimale, conformément au principe en cascade et à l'approche de l'économie circulaire* ». La stratégie précise également que tous les acteurs et niveaux de gouvernance concernés doivent être impliqués.

Selon la vision de l'Union européenne, cette stratégie doit être combinée avec le soutien des secteurs en aval, tels que la transformation du bois, la construction et la pâte à papier, afin de mettre en œuvre la stratégie de l'UE pour la durabilité. Cette stratégie est ancrée dans le Pacte vert pour l'Europe ainsi que dans la stratégie pour la biodiversité et doit contribuer au paquet « Ajustement à l'objectif 55 ».

---

<sup>1</sup> [COM\[2021\]572 final du 16 juillet 2021](#)

Les confédérations syndicales européennes, la FETBB, l'EFFAT et industriAll Europe, saluent la nouvelle stratégie, car elle vise à renforcer la durabilité et la résilience des forêts, ce qui est essentiel pour atteindre nos objectifs climatiques.

La FETBB, l'EFFAT et industriAll Europe soulignent également l'importance de l'emploi dans le cluster des industries forestières, qui emploie plus de 4 millions de travailleurs dans l'UE. Ceux-ci travaillent majoritairement dans des petites et moyennes entreprises, souvent dans des zones rurales défavorisées de l'UE, et représentent donc une contribution importante au développement économique de l'UE dans son ensemble.

Ces secteurs et industries sont profondément liés aux forêts européennes et ont besoin, plus que tout autre secteur, de forêts durables. En outre, ces secteurs sont d'une importance capitale pour le développement d'une UE durable et respectueuse du climat. Les récentes politiques de l'UE illustrent cette importance, par exemple l'initiative du « nouveau Bauhaus européen », qui montre clairement un besoin croissant de bois comme matière première pour de nombreuses applications, notamment dans le domaine de la construction. Sans une approche globale qui ne laisse personne pour compte et une politique équilibrée pour soutenir ces secteurs, les objectifs climatiques de l'UE ne seront pas atteints.

Les problèmes majeurs concernant les forêts de l'UE et l'utilisation des produits forestiers dans la transformation du bois, la construction et l'industrie de la pâte et du papier sont les suivants :

- Les forêts souffrent massivement et de plus en plus du changement climatique. La sécheresse et les organismes nuisibles engendrent d'immenses dégâts, ce qui nuit au rendement de l'exploitation forestière dans son ensemble. Les feux de forêt et le dépérissement généralisé des forêts sont les signes généralement visibles de l'échec de la politique et de la gestion forestières de ces dernières années.
- Les décideurs politiques européens accordent trop peu d'attention au bois et aux produits du bois. Cela affecte particulièrement l'industrie de transformation du bois, mais aussi l'industrie de la construction et l'industrie de la pâte et du papier, qui n'ont pas un accès suffisant au bois et aux produits du bois domestiques fournissant la

matière première pour un traitement ultérieur (par exemple la pâte à papier et le papier). Le bois domestique n'est actuellement pas considéré comme une matière première stratégique.

- La formation et l'emploi des travailleurs ont été tellement réduits ces dernières années que le nombre de travailleurs qualifiés est désormais insuffisant pour résoudre les problèmes croissants dans nos secteurs. Les conditions de travail (notamment en matière de santé et de sécurité au travail) et les salaires sont toujours défavorisés par rapport aux autres secteurs.
- La science est liée à tous les aspects pertinents de l'exploitation et de la gestion forestière comme la biodiversité, la gestion forestière, les systèmes d'information sur la forêt, et les technologies utilisées. Les politiques et programmes européens connexes, tels qu'Horizon Europe ou le Fonds pour le développement des zones rurales, devraient être davantage liés au secteur forestier.
- Le développement futur du secteur forestier et son attractivité sont également des aspects décisifs pour une mise en œuvre réussie d'une stratégie européenne pour les forêts durables. La Commission européenne, en collaboration avec les partenaires sociaux sectoriels et les autres parties prenantes, devrait placer cet aspect en tête des priorités.

Les fédérations syndicales européennes, la FETBB, l'EFFAT et industriAll Europe, saluent l'approche de la Commission européenne visant à réduire ces problèmes et à trouver des solutions plus ambitieuses par le biais d'une stratégie européenne pour les forêts.

Cependant, nous souhaitons insister sur l'importance des emplois et les contributions des industries de nos secteurs qui doivent être au cœur de la stratégie afin de résoudre les problèmes décrits :

- Les forêts doivent être mieux protégées

- Le bois, en tant que matière première, et les chaînes de valeur forestières doivent être davantage promus et être considérés comme une opportunité pour des utilisations diverses (notamment dans le domaine de la construction et de l'énergie).
- Nos industries ont besoin d'un meilleur accès au bois.
- La stratégie doit davantage se concentrer sur les zones rurales défavorisées.
- Davantage des fonds structurels européens devraient être consacrés au secteur forestier et à ses différents besoins et le fonds européen pour le développement rural devrait être mieux équipé.
- Outre sa participation aux structures de Forest Europe, l'UE devrait fournir une plateforme pour le développement européen, transfrontalier et conjoint de la gestion moderne des forêts, y compris des aspects tels que l'utilisation de la technologie et la qualification des travailleurs.
- Une meilleure coordination de la détection et de la lutte contre les feux de forêt est nécessaire, notamment par des visites transfrontalières régulières et des exercices pratiques conjoints.

Les fédérations syndicales européennes, la FETBB, l'EFFAT et industriAll Europe, soulignent l'importance des forêts pour la durabilité et la biodiversité dans l'UE et soutiennent tous les efforts visant à rendre nos secteurs plus durables.

C'est pourquoi les fédérations syndicales européennes, la FETBB, l'EFFAT et industriAll Europe, demandent d'intégrer ces demandes dans la mise en œuvre de la stratégie de l'UE pour les forêts ;

- Le rôle et le succès des chaînes de valeur forestières, y compris leur impact sur l'emploi dans les zones rurales et semi-urbaines, doivent être considérés comme stratégiques pour atteindre les objectifs du Pacte vert.

- Il est nécessaire de mieux comprendre et reconnaître l'ensemble des avantages climatiques des forêts et des produits forestiers, y compris le remplacement des produits et de l'énergie issus des combustibles fossiles.
- Le dialogue social doit être utilisé comme un outil pour développer et mettre en œuvre les objectifs de la stratégie.
- Sans formation-cadre moderne, les objectifs de la stratégie ne seront pas atteints.
- Une Task Force chargée de lutter contre les feux de forêt devrait être mise en place dans l'UE.
- Une analyse d'impact est nécessaire et urgente dès à présent.

### **Développement de nos principales demandes intersectorielles :**

#### **1. Le rôle et le succès des chaînes de valeur forestières, y compris leur impact sur l'emploi dans les zones rurales et semi-urbaines, devraient être considérés comme stratégiques pour atteindre les objectifs du Pacte vert.**

La stratégie de l'UE pour les forêts manque d'une approche plus équilibrée de la gestion durable des forêts et sous-estime le rôle économique et social des forêts. Elle omet en particulier le rôle des chaînes de valeur industrielles forestières dans la réalisation des objectifs du Pacte vert par le biais d'un programme de transition juste, y compris la création d'emplois dans les secteurs de la bioéconomie tournés vers l'avenir. Nous considérons que l'absence d'un pilier social suffisamment solide dans cette stratégie pourrait compromettre toute politique écologique et doit désormais être comblée.

Tout en reconnaissant le rôle de certains produits forestiers dans l'atténuation du changement climatique (en particulier les produits du bois durable), la stratégie ne prend pas en compte les liens entre les différentes chaînes de valeur forestières et les forêts, ni entre elles. La bioéconomie circulaire forestière est un exemple unique d'écosystème industriel intégré dans lequel les matériaux, les sous-produits et les résidus sont approvisionnés par les différentes parties de la chaîne de valeur afin d'exploiter les ressources le plus efficacement possible, y compris grâce au recyclage.

Les mesures sylvicoles requises pour produire des arbres de grand diamètre destinés, par exemple, aux produits de construction, nécessitent une récolte régulière d'arbres de petit diamètre utilisés par exemple pour la production de pâte à papier et de papier. Les résidus de la première transformation du bois sont également transformés en papier et en carton. Cela signifie que le principe important de l'utilisation en cascade du bois est déjà une réalité du marché dans le secteur forestier. Conformément au principe de cascade, la conception des programmes d'aide à la bioénergie doit éviter les distorsions du marché.

Nous soutenons également l'idée qu'il appartient aux États membres de décider de la mise en œuvre de ces principes en tenant compte des spécificités régionales. L'objectif de la politique de l'UE devrait être d'augmenter durablement la disponibilité de la biomasse forestière pour tous les usages et de poursuivre l'allocation efficace des ressources. La stratégie doit se concentrer sur la formulation des objectifs les plus importants, tandis que la gestion quotidienne des forêts doit être décidée et mise en œuvre au niveau national.

La mobilisation durable et l'utilisation efficace des ressources sont des conditions préalables à la poursuite du développement de la bioéconomie circulaire forestière. La mise en œuvre de la stratégie doit promouvoir, soutenir et encourager ce développement. Cela doit inclure des réactions politiques lorsque les mécanismes du marché échouent, comme nous venons de le constater avec l'exportation dévastatrice de bois vers d'autres zones économiques (Chine), mettant ultimement en danger les industries forestières en Europe.

**2. Il est nécessaire de mieux comprendre et reconnaître l'ensemble des avantages climatiques des forêts et des produits forestiers, y compris le remplacement des produits et de l'énergie issus des combustibles fossiles.**

Les produits forestiers sont vitaux pour faire face au changement climatique. La stratégie reconnaît à juste titre le rôle central des forêts européennes dans la réalisation des objectifs climatiques de l'UE, mais elle se concentre presque exclusivement sur les avantages climatiques des forêts en tant que puits de carbone, par opposition aux effets synergiques du captage, du stockage et de la substitution du carbone. Bien que les puits de carbone jouent un rôle crucial dans l'atténuation du changement climatique en supprimant l'équivalent

d'environ 10 % des émissions de gaz à effet de serre de l'UE, le facteur de substitution est tout aussi important car il permet une réduction supplémentaire de 10 % des émissions, soit 410 millions de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> par an. En outre, il convient de noter que l'avantage de substitution ne se limite pas aux produits du bois dits durables. Par exemple, elle montre que les produits à base de fibres peuvent avoir un facteur de substitution de 1-1,5 kg C/kg C (emballages et produits chimiques) à 2,8 kg C/kg C (textiles issus du bois). L'accent excessif mis sur les puits de carbone se traduit, entre autres choses, par l'encouragement auprès des États membres à développer les paiements écosystémiques pour les propriétaires et gestionnaires de forêts, et par la présentation de la gestion du carbone comme un modèle économique alternatif pour les propriétaires de forêts, alors qu'aucune mesure spécifique n'est prévue pour améliorer la substitution des ressources fossiles.

Bien que l'Union européenne propose des initiatives pour évoluer vers une économie plus durable, elle néglige le potentiel de substitution. L'effet de substitution obtenu par l'utilisation de produits circulaires biosourcés permet de passer d'une économie linéaire et fossile à une bioéconomie circulaire. Cet aspect mériterait d'être davantage pris en considération dans la stratégie pour les forêts.

Cette approche restrictive doit être corrigée. La gestion active et durable des forêts accroît la contribution du secteur forestier aux objectifs d'atténuation du changement climatique tout en réduisant la vulnérabilité aux sécheresses, aux incendies, aux invasions d'insectes, aux maladies, à l'érosion et aux autres nuisances, comme le reconnaît également le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat). Cette vision globale devrait également être soutenue dans la conception d'éventuels systèmes de gestion du carbone, qui devraient fournir des incitations à la croissance forestière par une gestion active et durable des forêts, ainsi que à l'extension du stockage du carbone dans les produits forestiers et l'agriculture. Le stockage du carbone dans les produits forestiers et le remplacement des matériaux et produits à forte intensité de carbone doivent donc être davantage pris en considération.

**3. Le dialogue social doit être utilisé comme un outil pour développer et mettre en œuvre les objectifs de la stratégie.**

La réalisation de nos objectifs climatiques devrait garantir la création d'emplois de qualité et le progrès social pour tous. Le programme du Pacte vert pour l'Europe ainsi que la stratégie pour les forêts doivent être l'occasion de maintenir et de créer des emplois de qualité et de promouvoir le travail décent. La stratégie pour les forêts doit prendre en compte la transition juste. L'implication des partenaires sociaux dans l'anticipation et la gestion sociale des changements industriels est une condition préalable. Par conséquent, nous demandons à la Commission européenne de tenir compte de ces demandes dans la mise en œuvre de la stratégie de l'UE pour les forêts lors de la préparation d'un plan de mise en œuvre et de l'implication des parties prenantes.

Il existe des dialogues sociaux actifs dans nos secteurs aux niveaux national et européen qui favorisent le développement de stratégies et de politiques conjointes. Il s'agit d'une condition préalable à un travail décent et à des salaires équitables qui facilite la transition vers une économie plus durable en développant une approche commune des défis et des solutions pour les relever. Cela permet aux partenaires sociaux de discuter et de négocier des solutions qui atténuent les conséquences négatives sur l'emploi et garantissent des emplois de qualité tout au long de la transition.

La stratégie pour les forêts mentionne de temps en temps la participation de la société civile, mais pas la participation et les besoins des travailleurs qui sont au cœur de l'industrie forestière. Le dialogue social devrait jouer un rôle dans l'élaboration et la mise en œuvre de telles stratégies. En effet, de nombreux aspects de la stratégie pour les forêts sont liés à l'activité économique, aux conditions de travail, aux qualifications ainsi qu'aux connaissances et à l'innovation. Toutes ces questions concernent ou sont gérées par les propriétaires d'entreprise, les employeurs et les travailleurs.

Selon la Commission européenne, il semble que le dialogue social ne joue qu'un rôle dans la mise en œuvre de ce qui a été décidé ou développé ailleurs (politique, science, société civile). Cette approche est non seulement dysfonctionnelle, mais discriminatoire à l'égard du dialogue social et ignore le fait que les différents niveaux du dialogue social sont les plus concernés par les questions concrètes relatives aux forêts et possèdent d'énormes connaissances sur de nombreux aspects abordés dans la stratégie pour les forêts.



#### **4. Sans une formation-cadre moderne, les objectifs de la stratégie ne seront pas atteints.**

Etant donné que les différents secteurs liés à l'exploitation forestière vont connaître une transition, les travailleurs doivent être équipés pour faire face à la transformation majeure des industries afin que personne ne soit laissé pour compte. La main-d'œuvre actuelle a besoin d'une requalification et d'une formation continue dans le cadre de programmes de formation. Une main-d'œuvre qualifiée signifie avant tout un perfectionnement pour les travailleurs, mais aussi pour les propriétaires de forêts et les autres professionnels impliqués dans la chaîne, y compris la formation des formateurs. Compte tenu des diverses innovations technologiques dans l'exploitation et la gestion des forêts, la conception actuelle des professions doit être évaluée. Ce processus devrait également inclure l'adaptation d'ensemble des effectifs, afin d'offrir de meilleures perspectives de carrière aux travailleurs forestiers. Par ricochet, ces deux aspects rendront le secteur plus attractif pour les jeunes.

La mise en œuvre de la stratégie doit absolument prendre en considération les défis en matière de compétences via l'enseignement et la formation professionnels. Cela signifie que tout le monde devrait avoir accès à une formation, une requalification et un perfectionnement de qualité, indépendamment de l'âge, de la profession et du statut d'emploi, conduisant à la validation/reconnaissance des compétences acquises.

#### **5. Une Task Force pour lutter contre les feux de forêt devrait être mise en place dans l'UE.**

Les feux de forêt représentent une menace majeure pour l'avenir de nos forêts en Europe, pour leur développement sain, leur capacité à fournir la quantité nécessaire de matière première, mais aussi pour leurs autres fonctions, notamment leur fonction de loisir, de régénération et d'espace de jeu et d'apprentissage pour les enfants. Nous sommes confrontés à des feux de forêts de plus en plus importants, qui détruisent de grandes surfaces de bois et émettent des quantités de CO<sup>2</sup>, nuisant ainsi à tous les efforts de la société pour réduire les émissions de CO<sup>2</sup>.

Dans ce contexte, nous estimons qu'il est urgent d'améliorer la coordination entre les États membres. Cela demande à l'UE de jouer un rôle actif dans ce domaine pour relever les défis croissants.

- La Task Force européenne de lutte contre les feux de forêt doit être mieux équipée, notamment d'un plus grand nombre d'avions et d'hélicoptères.
- Les systèmes d'information utilisés pour surveiller les forêts et détecter les feux de forêt doivent également être mieux coordonnés. Le développement de ces systèmes et l'utilisation avancée des drones dans les activités de surveillance et de lutte contre les incendies devraient être mieux coordonnés et soutenus par le programme Horizon.
- Des exercices conjoints réguliers avec des pompiers forestiers de divers pays et de différentes régions doivent être organisés et devenir une partie intégrante de la Task Force de l'UE pour la lutte contre les incendies.
- Des programmes spéciaux devraient être lancés afin d'attirer les jeunes vers ce type de travail. Les camps européens pour les jeunes pompiers et les jeunes intéressés peuvent être très attrayants et devraient être combinés avec une présentation de l'avenir technologique de ce travail et de son importance dans la gestion et l'atténuation du changement climatique.
- Une réflexion européenne coordonnée sur la création d'espaces « coupe-feu » pour éviter la propagation d'un incendie d'un terrain à un autre et faciliter l'intervention des pompiers.

## **6. Une analyse d'impact est nécessaire et urgente.**

Compte tenu des nombreuses problématiques dont les conséquences ne sont pas claires, les syndicats appellent à anticiper les changements et à mener une analyse d'impact complète de la stratégie afin d'identifier les effets sur les conditions du marché, les zones rurales et les différents besoins de financement, notamment pour la recherche et l'innovation, le développement des compétences, les infrastructures, l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci, ainsi que la promotion de la biodiversité.